

Collectif solidarité contre l'exclusion asbl

Résumés des études et analyses 2018

réalisées avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles (Service de l'Education permanente).

Étude 1 : Revenu de base ou sécurité sociale, il faut choisir.

A l'approche des élections 2019, de nouvelles propositions programmatiques ont émergé en matière de sécurité sociale. Le Parti Ecolo a adopté un projet de « Revenu de base jeune » (RDB) tandis que le PS adoptait un projet de « Bonus social généralisé » (BSG). Ce type de projets modifierait considérablement l'organisation des droits sociaux et du marché du travail. En quoi consistent-ils exactement ? Organiseraient-ils un renforcement de la Sécurité sociale ou au contraire, une menace pour son avenir ? C'est ce que nous nous avons tenté d'élucider à travers cette étude, qui comporte tant notre analyse propre de ces propositions que des interviews et contributions d'experts et des principaux acteurs concernés (Philippe Defeyt, le principal du promoteur du RDB chez Ecolo, Daniel Zamora Vargas (FNRS) qui vient de publier sa thèse *De l'égalité à la pauvreté – Une socio-histoire de l'assistance (1895-2015)*, Hedwige Peemans-Poullet, féministe et spécialiste de l'histoire de la sécurité sociale, Estelle Ceulemans (FGTB – Bruxelles), Paul Palsterman (CSC – Bruxelles). En conclusion de cette étude, nous avons élaboré, en alternative au projets de RDB et de BSG, un plan détaillé « pour reconstruire le droit au chômage et à l'aide sociale », nous avons demandé à différents partis francophone (CdH, Défi, ECOLO, PS, PTB) d'y réagir point par point et analysé brièvement leurs réponses.

80.898 caractères (hors interviews et contributions externes). Publiée sur www.ensemble.be et dans la revue Ensemble! 97, p. 6 – 49

Étude 2 : Mémoire 2018 du Collectif Solidarité Contre l'Exclusion pour l'amélioration de l'organisation des CPAS et de l'aide sociale

En 2006, le CSCE avait organisé un Forum associatif et syndical sur le droit à l'aide sociale et l'organisation des CPAS, dont était issu un premier mémorandum du CSCE sur ces sujets. 12 ans plus tard, ce secteur a considérablement évolué, malheureusement pas dans le sens de nos revendications initiales, mais dans le celui d'une conditionalisation et d'un contrôle renforcé des aides. Nous avons suivi ces évolutions année après année et notre expertise propre c'est accrue en cette matière, au fil des analyses et études et que nous avons publiées sur cette question ainsi que de notre travail d'aide juridique aux usagers des CPAS. A l'occasion des élections communales de 2018 et un peu avant celles de 2019, qui concernent les niveaux régionaux et fédéral, il nous a paru opportun de revenir, à travers cette étude, sur les principales évolutions de l'organisation de l'aide sociale et des CPAS puis de présenter, sur cette base, une actualisation de notre cahier de revendications relatif à ces matières. Ce mémorandum 2018 actualisé constitue une base pour la poursuite de notre campagne : « Des CPAS qui garantissent le droit à la dignité humaine ».

164.241 caractères. Publiée sur www.ensemble.be

Résumés des analyses 2018 du CSCE

1) Chômage : comprendre les différences entre régions pour les sanctions

Yves Martens (CSCE) – Janvier 2018 - Site Politique, 16.299 caractères.

La sixième réforme de l'État (gouvernement Di Rupo) a régionalisé de larges pans des politiques d'emploi et de chômage, y compris une partie significative des sanctions. Il est donc nécessaire, pour les analyser, de comprendre les mécanismes différents dans chacune des régions.

2) Où sont passés les chômeurs ? et Chômeurs : le compte n'est pas si bon

Yves Martens (CSCE) – Mars (Site Politique, 16.300 caractères) et avril 2018 (Ensemble 96, p. 40-41, 10.000 caractères.

Chaque mois, l'ONEm communique un nombre de chômeurs, info largement répercutée par la presse sans, la plupart du temps, que ce chiffre soit décrypté. Cette analyse détaille la façon précise dont les chômeurs sont comptabilisés.

3) Où en est la dignité humaine en CPAS ?

Gérald Hanotiaux & Yves Martens (CSCE) – Avril 2018 - Ensemble 96, p. 6-8, 9.400 caractères.

En cette année d'élections communales, le Collectif Solidarité Contre l'Exclusion publiera un nouveau memorandum. Cette analyse fait le point de la situation pendant l'élaboration de ce cahier de revendications.

4) Flandre : une mise sous tutelle

Yves Martens (CSCE) – Avril 2018 - Ensemble 96, p. 16-18, 14.227 caractères.

Le gouvernement de Charles Michel avait prévu la fusion des CPAS et des Communes. A la demande presque exclusive de la Flandre. Il n'a pas pu la concrétiser mais la Flandre n'en a cure et avance, dans une formule qui renforcera au lieu de diminuer la dimension politique de l'octroi de l'aide sociale.

5) Le service communautaire, un dispositif "hors-la-loi"

Denis Desbonnet (CSCE) – Avril 2018 - Ensemble 96, p. 19-27, 43.376 caractères.

Le Collectif Solidarité Contre l'Exclusion s'est opposé au Service Communautaire sur un double terrain, politique et juridique. Analyse des arguments juridiques.

6) Unis par le CPAS, pour le meilleur et pour le pire

Judith Lopes Cardozo (CSCE) – Avril 2018 - Ensemble 96, p. 28-31, 19.516 caractères.

Notre Chronique des juridictions du travail analyse cette fois la façon dont un CPAS apprécie la situation familiale de deux personnes séparées, ainsi que la disposition à l'emploi

7) Après l'Etat Social Actif, l'Etat d'Investissement Social ?

Hugues Esteveny (CSCE) – Avril 2018 - Ensemble 96, p. 35-37, 13.674 caractères.

La notion « d'État social actif » est apparue dans les années 1990. Elle a servi à penser et à vendre sous une apparence modernisatrice les attaques menées contre la sécurité sociale. Aujourd'hui, alors

que les effets négatifs de « l'État social actif » pour la protection sociale sont bien connus, un nouveau concept est en cours d'élaboration dans les centres de recherche libéraux, celui « d'État d'Investissement social ». De quoi s'agit-il et quels sont les travers de cette notion ?

8) Cour de cassation : ciel nuageux à serein

Yves Martens (CSCE) – Avril 2018 - Ensemble 96, p. 38-39, 10.087 caractères.

Analyse de deux importants arrêts de la Cour de cassation en matière de chômage : l'un à propos de la définition du statut d'isolé ou de cohabitant pour des colocataires, l'autre concernant une travailleuse ALE victime de la limitation à trois ans des allocations d'insertion. Ces deux arrêts, s'ils sont bienvenus, concernent néanmoins des situations très spécifiques et n'apportent donc pas de règlement général à ces problèmes.

9) Compteurs intelligents, Wallons pigeons ?

Arnaud Lismond-Mertes (CSCE) - – Avril 2018 - Ensemble 96, p. 47-56, 45.618 caractères.

Au début de 2018, le ministre wallon de l'Énergie, Jean-Luc Crucke (MR), a annoncé que son gouvernement avait adopté un avant-projet de décret organisant le remplacement généralisé des compteurs d'électricité électromécaniques actuels des ménages wallons par des « compteurs intelligents ». Une mesure qui coûterait très cher à tous, et ne rapporterait rien à la plupart des consommateurs. Le Parlement tranchera.

10) La fabrication d'un consensus

Paul Vanlerberghe (CSCE) - – Avril 2018 - Ensemble 96, p. 57-59, 13.312 caractères.

Dans les trois Régions du pays, un projet de décret ou d'ordonnance sur le déploiement des compteurs « intelligents » est censé être débattu dans les enceintes parlementaires. Le sujet suscite une rare convergence entre les gouvernants des trois Régions. Où en est-on et comment en est-on arrivé là ?

11) Et si on n'aidait pas seulement « la presse », mais aussi sa qualité ?

Isabelle Philippon (CSCE) – Avril 2018 - Ensemble 96, p. 75-77, 9.250 caractères.

Chaque année, le Centre d'aide à la presse écrite de la Communauté française répartit quelque huit millions d'euros entre les différents groupes éditeurs de presse quotidienne. Tous les quotidiens profitent de cette manne publique, qui contribue certainement à leur survie. Mais le décret qui organise cette aide ne tient plus vraiment la route : dans un monde médiatique gagné par la dictature de l'immédiateté et de l'audimat, il est urgent d'ériger des balises pour une presse de qualité.

12) Chuut ! ne dites pas que j'aide aussi la presse périodique

Isabelle Philippon (CSCE) – Avril 2018 - Ensemble 96, p. 78-80, 9.800 caractères.

Au rayon de la presse périodique dite d'« opinion », les aides directes sont laissées au bon vouloir du ministre des Médias, qui se garde bien d'en faire la publicité. Ces aides, dispensées sur la base d'un simple arrêté ministériel, sont en réalité contraires aux règles de la concurrence européenne : d'où, peut-être, la discrétion qui les entoure. De plus, l'enveloppe n'étant pas extensible, il s'agit de ne pas ouvrir de trop nombreux appétits.

13) Les CPAS : un enjeu oublié et pourtant crucial des élections communales

Yves Martens (CSCE) – Septembre 2018 - BXL Laïque Echos, p. 22-25, 14.132 caractères.

Analyse, dans un contexte où le nombre de personnes qui doivent faire appel aux CPAS est en croissance, de la situation actuelle, sur base d'un bilan des dernières années et propositions d'amélioration.

14) « Service communautaire » : travail gratuit (et forcé) pour tous les allocataires ?

Yves Martens (CSCE) – Juillet 2018 - Site Politique, 10.404 caractères.

Alors que le « service communautaire » en CPAS vient à peine d'être supprimé par un arrêt de la Cour constitutionnelle début juillet, le gouvernement fédéral veut l'instaurer en chômage. Eclairage sur ce paradoxe de l'une des mesures du « Jobsdeal ».

15) CPAS de Saint-Gilles : beau bilan pour la plateforme citoyenne

Yves Martens (CSCE) – Septembre 2018 - Ensemble 97, p. 50-51, 9.460 caractères.

En novembre 2017, un projet pilote a été lancé au CPAS de Saint-Gilles, sous le nom de plateforme citoyenne et participative, afin de donner la parole aux usagers. Analyse d'un processus participatif.

16) Victoire : le Service Communautaire déclaré inconstitutionnel

Denis Desbonnet (CSCE) – Septembre 2018 - Ensemble 97, p. 53-55, 14.474 caractères.

Analyse de l'arrêt de la Cour constitutionnelle qui le cinq juillet a déclaré l'inconstitutionnalité du « Service Communautaire » et a donc annulé cette partie de la loi.

17) Chômage : un nouvel été meurtrier

Yves Martens (CSCE) – Septembre 2018 - Ensemble 97, p. 56-59, 18.737 caractères.

Analyse de l'accord budgétaire de l'été, intitulé « Doper l'emploi pour renforcer la Sécurité sociale et le pouvoir d'achat », qui comprend en fait plusieurs mesures contre les chômeurs.

18) Rédactrice de compte rendu : la précarité au parlement

Gérald Hanotiaux (CSCE) – Septembre 2018 - Ensemble 97, p. 60-61, 8.356 caractères.

Zoom sur un métier méconnu, celui de rédactrice de compte rendu, et un statut flou. Qu'il s'agisse des discussions tenues par les élus lors des réunions plénières des divers parlements, ou de matières plus spécifiques au sein des commissions, les débats sont disponibles sous formes de comptes rendus, très rapidement consultables en ligne. Ces documents ne se réalisent évidemment pas tout seuls : la matière première est transformée au sein d'un processus de travail relativement complexe, que nous analysons.

19) Bruxelles : un déploiement encadré

Paul Vanlerberghe (CSCE) – Septembre 2018 - Ensemble 97, p. 71-73, 12.073 caractères.

Le 20 juillet 2018, le Parlement bruxellois a adopté une ordonnance qui organise le déploiement de compteurs d'électricité « intelligents » et améliore la protection sociale des consommateurs. Bilan.

20) Wallonie : un déploiement limité

Paul Vanlerberghe (CSCE) – Septembre 2018 - Ensemble 97, p. 73-75, 10.065 caractères.

Les compteurs « intelligents » d'électricité ne seront finalement déployés que dans un nombre limité de ménages wallons. Seul le parlement pourra décider d'un éventuel déploiement plus large. Les arguments contre un déploiement généralisé des compteurs, défendus notamment par le CSCE, semble avoir été entendus.

21) Une place Lumumba à Bruxelles

Arnaud Lismond-Mertes (CSCE) – Septembre 2018 - Ensemble 97, p. 78-81, 18.885 caractères.

Un « square Lumumba » a été inauguré à Bruxelles, le 30 juin 2018. Une bataille remportée par ceux qui militent pour « décoloniser » l'espace public et les mentalités. Une victoire limitée, précaire, et qui requiert d'aller plus loin.

22) Pourquoi le social ne nous est plus conté

Isabelle Philippon (CSCE) – Septembre 2018 - Ensemble 97, p. 82-87, 27.562 caractères.

Les rapports de force, la lutte des classes, l'exclusion et la pauvreté sont bannis des gazettes et du petit écran : trop peu « sexys », trop compliqués, trop sombres, ils feraient fuir les lecteurs. Le social n'est donc plus médiatisé qu'en situation de crise. Résultat ? La classe ouvrière, sa vie, ses difficultés, ses rêves et ses réalités sont totalement sous-représentés dans les médias.

23) Le gouvernement du patronat et de la N-VA

Arnaud Lismond-Mertes et Yves Martens (CSCE) – Décembre 2018 - Ensemble 98, p. 6-8, 14.805 caractères.

Analyse sous forme de bilan de la politique du gouvernement Michel Ier (2014-2018). Il en ressort le portrait d'une coalition qui a ouvertement prôné la « diminution du coût du travail » et dont la N-VA a été la force dominante.

24) Chômage et CPAS : stats de communications et vases communicants

Yves Martens (CSCE) – Décembre 2018 - Ensemble 98, p. 20-23, 15.509 caractères.

Analyse du bilan de la politique du gouvernement Michel Ier (2014-2018) en matière de chômage et de CPAS dont il ressort que c'est surtout l'aide sociale qui a été attaquée par cette coalition.

25) Les cow-boys de start-up bientôt recadrés ?

Gérald Hanotiaux (CSCE) – Décembre 2018 - Ensemble 98, p. 42-43, 8.068 caractères.

Analyse d'une décision récente de la plus haute juridiction française qui pourrait avoir des répercussions importantes au sein des « start-up », ces entreprises dont le modèle repose principalement sur les nouvelles technologies. Basé sur l'action d'un travailleur de l'entreprise belge Take Eat Easy, l'arrêt de la Cour de cassation établit le rapport de subordination entre un livreur cycliste de plats cuisinés et son... patron.

26) Etre délégué syndical : une mission difficile

Hugues Esteveny (CSCE) – Décembre 2018 - Ensemble 98, p. 44-47, 14.645 caractères.

Le récent suicide d'une représentante des travailleurs et travailleuses de la Mission locale d'Etterbeek pose la question des conditions du travail syndical dans les missions locales pour l'emploi.

27) Chômeur combatif versus ONEm récalcitrant

Gérald Hanotiaux & Yves Martens (CSCE) – Décembre 2018 - Ensemble 98, p. 53-63, 13.036 caractères.

Analyse (et témoignage) d'un parcours du combattant mené par un chômeur pour faire respecter ses droits face à une administration (l'ONEm) d'une mauvaise foi totale.

28) Ces fake news qui gangrènent les esprits et la société

Isabelle Philippon (CSCE) – Décembre 2018 - Ensemble 98, p. 80-81, 9.600 caractères.

Les fausses infos déferlent sur nos sociétés comme la pauvreté sur le monde. En cause : la force de frappe des réseaux sociaux et le discrédit des « autorités ». Les populistes l'ont bien compris, eux qui utilisent les *fake news* non seulement comme un formidable outil de propagande, mais aussi comme un véritable vecteur de cohésion sociale : les absurdités constituent, par bien des égards, un instrument organisationnel plus efficace que la vérité.

29) Comment les réseaux sociaux nous rendent idiots...

Isabelle Philippon (CSCE) – Décembre 2018 - Ensemble 98, p. 82-84, 13.641 caractères.

Sur les réseaux sociaux, nous ne rencontrons que des gens pareils à nous, qui pensent comme nous, condamnent les mêmes choses que nous, et louent les mêmes vertus. On nous avait promis un horizon élargi ; c'est tout le contraire qui s'est produit. Et, dans un monde où l'argent (de la pub) est roi, devinez à qui profitent les barreaux de notre prison...

30) Le combat contre les fake news: inégal et compliqué

Isabelle Philippon (CSCE) – Décembre 2018 - Ensemble 98, p. 85-87, 13.700 caractères.

Les multinationales du Net promettent, la bouche en cœur, de faire la chasse aux *fake news* sur les réseaux sociaux. Va-t-on leur confier le soin de filtrer le « vrai » du « faux » ? Par ailleurs, faut-il légiférer ? Punir ? Ordonner la censure ? Aucune de ces options n'est satisfaisante. Et toutes représentent des choix lourds de conséquences pour la démocratie.

31) L'illusion du fact checking + La vérité, c'est démodé

Isabelle Philippon (CSCE) – Décembre 2018 - Ensemble 98, p. 88-89, 9.800 caractères.

Pour faire reculer le mal, les initiatives de *fact checking* (vérification de l'info) se multiplient : encouragées par les institutions européennes, les Etats et... les multinationales du Web, leurs effets restent cependant négligeables. Pourquoi ? Parce qu'entre le « vrai » et le « faux », la frontière est souvent une question de point de vue. Et que, désormais, tous les faits se valent : il n'y a plus de vérité.